

Aide et Action

Le Magazine

► N°113
Décembre 2009

DOSSIER SIDA

Éduquer pour l'éradiquer

ACTU GUINÉE

2 mois après la répression



Retrouvez le magazine sur www.aide-et-action.org

 Aide et Action

L'Éducation change le monde

Instantané

**Vous avez visité
un de nos projets ?**

Envoyez-nous votre plus
belle photo légendée à :
magazine@aide-et-action.org



©Aide et Action - Tristan Sicard

À Ségué, village situé à proximité des rizières de Mopti, les cours d'alphabétisation ont permis à Dadoré Cissé d'obtenir son premier diplôme: celui d'animatrice. Dadoré est donc désormais en mesure de donner des cours d'alphabétisation. Elle se lancera ensuite dans des études pour devenir sage-femme.
Tristan Sicard, parrain et salarié d'Aide et Action.

Aide et Action, magazine trimestriel, décembre 2009 à février 2010, publié par l'association Aide et Action - 53, boulevard de Charonne - 75545 Paris Cedex 11 - Tél. : 01 55 25 70 00 - Internet : www.aide-et-action.org - E-mail : info@aide-et-action.org - Représentant de l'association : Jacques Lemaréchal, président - Directeur de la publication : Florent Marcoux, directeur France - Co-rédaction en chef : Vanessa Martin, Jean-Christophe Nougaret et Tristan Sicard - La rédaction remercie pour leur participation : T. Boisserie - A. Bordallo - C. Cao - A. Dauxais - F. Lavessière - C. Leray - C. Mémier - M. Ndoye - H. Nieul - S. Wolf - Commission paritaire : 0713G 83 404 - Prix au numéro par abonnement : 1 € - Abonnement de soutien : à partir de 16 € - ISSN : 1761-1024 - Dépôt légal : quatrième trimestre 2009 - Tirage : 70 000 exemplaires - Réalisation : Elsa Clouet - Imprimeur : Imaye - Boulevard Henri-Becquerel - 53000 Laval.

Aide et Action, association pour le développement par l'éducation, est une association libre de toute attache religieuse et politique. Aide et Action est une association reconnue d'utilité publique. Elle est, ainsi, habilitée à recevoir des legs et des donations exempts de tous droits de mutation. Aide et Action est agréée par le ministère de l'Éducation nationale.

Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à contacter Aide et Action France (voir coordonnées ci-dessus) ou Aide et Action Suisse - Rue des Pâquis, 11 - 1201 Genève - Suisse - Tél. : +41 22 716 52 10 - Fax : +41 22 716 52 11.

Les coûts de réalisation, d'impression et de diffusion du magazine, sans cesse optimisés, sont intégralement pris en charge dans l'abonnement des parrains et donateurs d'Aide et Action. En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification ou de suppression sur les informations vous concernant, que vous pouvez exercer en vous adressant à notre association.

AGRÉÉE PAR



Agréée par:





Sida : la prévention passe par l'éducation

Chères mairaines, chers parrains,

Sans enfants et adultes en bonne santé dans un environnement sain, les démarches de développement ne fonctionnent pas. Le sida, plus particulièrement, prive une partie de l'humanité de l'énergie nécessaire à la réalisation de ses projets et, pour ce qui nous concerne, constitue un frein majeur pour l'accès à l'éducation.

A ce jour, aucun vaccin n'existe. Seule la prévention, d'abord basée sur l'éducation, permet de limiter le développement de la pandémie. Le dossier de ce magazine a pour ambition de témoigner de l'importance de l'éducation dans ce combat pour réduire les risques encourus par la jeune génération.

Cette action, principalement menée en Afrique, est souvent contrecarrée par l'adversité, qu'elle vienne des hommes ou des éléments.

Deux exemples :

- Le 1^{er} septembre dernier, des inondations à Ouagadougou (Burkina Faso) ont causé la mort de 8 personnes et fait plus de 150 000 sans-abri. Les bâtiments, le mobilier et le matériel scolaires ont été lourdement endommagés. C'est pourquoi nous avons engagé l'élaboration d'un projet d'urgence en appui aux écoles parrainées pour maintenir les enfants dans le système scolaire.
- En Guinée, la tension reste palpable depuis la répression par l'armée d'une manifestation populaire le 28 septembre dernier. Alors que l'Occident prend des sanctions contre le pays, les ONG, dont Aide et Action, continuent de se

mobiliser sur le terrain pour créer un climat de paix sociale propice au dialogue.

Ces combats sont rendus possibles grâce à vous, mairaines et parrains. Je voudrais conclure cet éditorial en rendant hommage à l'un d'entre vous, M. Michel Varlet, qui nous a quittés à l'âge de 91 ans. Avec sa femme, il a dirigé une école et consacré sa vie à l'éducation d'enfants venus du monde entier et qu'il considérait comme les siens. Nous le remercions, ainsi que sa famille, pour son soutien et la générosité de son legs, grâce auxquels de nouveaux projets d'Aide et Action pourront voir le jour pour améliorer encore l'accès à l'éducation de qualité pour tous.

Jacques Lemaréchal
Président d'Aide et Action France

Sommaire

ACTUALITES

4-6



>> DOSSIER : Sida : éduquer pour l'éradiquer

Le sida aujourd'hui	8-9
L'éducation en première ligne	10-11
L'urgence c'est d'informer	12-13
La maladie expliquée aux enfants	14-15
Projet « VIH/sida » au Mali : l'heure du bilan	16-17

EN BREF !

18-19

MOBILISEZ-VOUS !

20-22

BOITE AUX LETTRES

23

Guinée : deux mois après la répression

La tension est palpable en Guinée depuis la répression par l'armée d'une manifestation populaire le 28 septembre dernier. Alors que la communauté internationale prend des sanctions contre le pays, les ONG, dont Aide et Action, continuent de se mobiliser sur le terrain.



« **N**ous demandons aux députés français de ne pas nous laisser tomber », avaient lancé les acteurs guinéens du Projeg⁽¹⁾ le 23 septembre dernier. Leur appel à l'Assemblée nationale, qui venait clore une description de la situation en Guinée depuis le coup d'Etat de la junte militaire en décembre 2008, a pris une autre résonance lorsque, cinq jours plus tard, l'armée guinéenne a fait feu sur des opposants à l'éventuelle candidature du chef de la junte aux prochaines élections présidentielles. Le bilan est lourd : plus d'une centaine de blessés, 157 morts et des dizaines de prisonniers, dont on est aujourd'hui encore sans nouvelle. Les membres du Projeg, dont Aide et Action, ont condamné cette répression, appelant les forces armées guinéennes à poursuivre le processus de transition démocratique. Kidnappings, menaces de mort se sont pourtant multipliés contre les opposants au régime. Alors que l'ONU et la Cour pénale internationale enquêtent pour déterminer la nature des événements du 28 septembre dernier, l'Union européenne, les Etats-Unis et l'Union africaine multiplient les sanctions (embargo sur les armes, gel des avoirs...) contre le pays.

Projeg : l'activité continue

Dans l'attente des élections en janvier 2010, les ONG locales et internationales, membres du Projeg, continuent de se mobiliser pour créer un climat de paix sociale propice au dialogue. « *Notre première année d'activité s'achève et le bilan est plutôt positif. Nous avons pu voir ce qui n'allait pas, nous réorganiser en conséquence et nous adapter aux événements* », explique Sonia Vinolas, en charge du Projeg chez Aide et Action. Au cours de l'année passée, les axes du Projeg ont été refondés pour s'orienter davantage vers des actions de plaidoyers. Quelques ateliers, sur la dette ou la question minière,



En dépit des récents événements, les objectifs du Projeg, un programme piloté par Aide et Action, restent inchangés.

ont dû être reportés suite à la répression, mais tous les projets sont maintenus. Un fonds de réactivité a été créé pour accompagner des actions qui nécessiteraient d'être réalisées en réponse à une actualité soudaine. En août dernier, ce fonds a notamment permis de réaliser une consultation des organisations de base dans toutes les régions de la Guinée sur la période de transition (diagnostic des conditions de vie, propositions pour une sortie de crise, etc.). La forte dévaluation du franc guinéen contre l'euro, qui diminue encore le pouvoir d'achat de la population, a néanmoins permis aux OSCG⁽²⁾ d'investir davantage sur le terrain, notamment par la création de collèges régionaux. Animés par les associations membres du Projeg, ces espaces de mise en relation rassemblent dans chaque région jusqu'à 70 organisations, désireuses

de travailler ensemble. Les 21 et 22 octobre derniers, le Projeg a organisé des journées de concertation dans les 33 préfectures de la Guinée. Soutenus par l'Unicef Guinée, ces collèges serviront de cadre pour des discussions sur les relations entre les différentes ethnies, de manière à prévenir l'émergence de conflits dans cette situation politiquement instable. ■

(1) Programme concerté de Renforcement des capacités des Organisations de la société civile et de la Jeunesse guinéennes, un projet appuyé par le ministère des Affaires étrangères et européennes et l'Agence Française de Développement, dont le but est de renforcer la capacité d'action des organismes de la société civile guinéenne et auquel Aide et Action est associée

(2) OSCG : organisation de la société civile guinéenne.

Edition : pour que la Convention sorte de l'enfance

La Convention des Droits de l'enfant a 20 ans depuis le 20 novembre dernier. Dans un hors-série d'Altermondes, Aide et Action, avec d'autres associations, dresse un état des lieux de la situation. Que dit la Convention? Est-elle encore perfectible?

« **E**n surveillant le bétail, je gagnais 200 roupies⁽¹⁾ par mois, de quoi contribuer aux revenus de la famille », explique Satya, originaire d'Orissa en Inde. A 12 ans à peine, il a dû quitter l'école pour travailler dans les champs. L'Inde est pourtant l'un des 192 Etats signataires de la Convention Internationale des Droits de l'enfant, adoptée en 1989 sous l'égide de l'ONU. Ce texte stipule que les enfants sont des personnes à part entière. Mais nombreux sont ceux qui aujourd'hui connaissent le même sort que Satya.

Besoin de maturité

Le Comité des Droits de l'enfant, composé d'experts chargés de surveiller l'application de la Convention, alerte régulièrement les Etats sur le manque de respect porté aux enfants. Dans de nombreux pays, le droit à une éducation de qualité n'est pas encore respecté. Même la France, pays des droits de l'Homme, a été rappelée à l'ordre en 2007 au sujet des enfants de migrants détenus dans les centres de rétention.



Aide et Action publie avec les éditions Don Quichotte un livre de contes pour les plus petits.

Pour mieux promouvoir les droits de l'enfant, Aide et Action développe des actions d'information et de sensibilisation. A destination des plus petits, Aide et Action, avec les éditions Don Quichotte, publie pour ce 20^e anniversaire, *Moi aussi j'ai le droit!*, un ouvrage mettant en scène les droits les plus significatifs de la Convention des Droits de l'enfant. A partir de témoignages d'enfants et d'histoires réelles, l'auteur Heidi Gemm a écrit des contes tandis qu'Olivier Marboeuf les a illustrés pour les rendre plus accessibles aux plus jeunes. L'ouvrage est préfacé par la rappeuse Diam's, très appréciée des adolescents. Pour les adultes, Aide et Action s'est associée à plusieurs ONG pour un

numéro spécial d'*Altermondes*, une revue trimestrielle de solidarité internationale, sur la situation des droits de l'enfant. Au programme : une série d'articles sur la Convention, les progrès qu'elle a apportés mais aussi ses limites⁽²⁾. ■

(1) 200 roupies = 2,88 euros.

(2) *Altermondes* est une revue de solidarité internationale consultable dans les centres de documentation, les bibliothèques et est disponible dans certains points de vente équitables. Plus d'infos sur : <http://altermondes.org>

Un acte de naissance pour aller à l'école en République dominicaine

• Une enquête nationale de 2004 sur la qualité de vie a révélé que 1 046 392 Dominicains (soit 1 Dominicain sur 9), dont 377 379 enfants, n'avaient pas d'acte de naissance. Sans ce papier, le parcours scolaire des enfants est freiné, notamment pour le passage au secondaire qui exige une identification. Avec le projet « Elimination des freins à l'accès



et au maintien à l'école », Aide et Action aide les populations à obtenir des actes de naissance : elle propose aux enseignants des journées de formation au cours desquelles sont distribuées affiches et plaquettes sur l'importance de posséder un acte de naissance. Avec les agents de l'état civil et le Comité central électoral, en charge de l'attribution des actes de naissance, l'ONG convie les familles à des ateliers. Objectif : changer les mentalités. « *Les parents, qui n'osaient pas ou ne savaient pas faire les démarches, sortent déterminés à les entreprendre pour acquérir les actes de naissance de leurs enfants* », explique une directrice d'école soutenue par Aide et Action.

Le rapport du PNUD sur les migrations bouscule les idées reçues



Aide et Action développe actuellement un projet permettant d'offrir une éducation de qualité durable aux enfants des travailleurs migrants d'origine télougou de l'Etat du Tamil Nadu.

La migration⁽¹⁾ « peut améliorer le développement humain pour les personnes migrantes, pour les communautés d'accueil et celles de départ », affirme le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) dans son rapport⁽²⁾ 2009, sorti le 5 octobre dernier. Le rapport, intitulé « Lever les barrières : mobilité et développement humains », bouscule les idées reçues en rappelant que sur le milliard de migrants, 740 millions de personnes sont des migrants internes et que « les migrants développent l'activité économique ». Ce message, directement adressé aux politiques anti-migratoires, plaide pour une « ouverture des voies d'entrée existantes à davantage de travailleurs », pour « une garantie du respect des droits humains fondamentaux des migrants » notamment ceux de « l'accès aux services d'éducation ». Aide et Action, en accompagnant les migrations par une adaptation des systèmes éducatifs et une formation des migrants, offre une réponse complémentaire à ce discours adressé à l'opinion publique internationale.

(1) Pour plus d'information, voir le magazine Aide et Action n° 109 dont le dossier était consacré aux « Migrations : un droit, une chance pour tous », disponible sur http://www.aide-et-action.org/ewb_pages/m/magazine.php

(2) Rapport disponible à l'adresse suivante: <http://hdr.undp.org/fr>.

Prix d'Excellence éducative

Aide et Action a reçu le 24 octobre dernier le premier Prix continental d'Excellence éducative à Lima (Pérou) pour la qualité de son travail et la pertinence de ses actions dans la région. Cette distinction, remise par l'Organisation continentale d'Excellence éducative (ORCODEE⁽¹⁾), récompense les institutions des Amériques dédiées à l'enseignement et à la recherche pour le développement de communautés défavorisées. En 2007, Aide et Action Amérique latine a créé un observatoire impliquant les universités dominicaines et haïtiennes pour qu'elles développent des projets éducatifs dans les deux pays. « C'est un honneur pour Aide et Action de recevoir ce prix qui valorise les projets d'éducation mis en œuvre en Haïti et en République dominicaine avec l'appui des universités de la région », a précisé Nesmy Manigat, Directeur d'Aide et Action Amérique latine-Caraïbes (à droite sur la photo, avec Fausto Motas, vice-ministre de l'Education nationale de la République dominicaine).

(1) Davantage d'information sur www.orcodee.org



La VAI dans l'Espace océan Indien se développe



La première Assemblée Générale d'Aide et Action Madagascar se tiendra le 7 décembre 2009.

Richard Daretry, en charge du Mouvement Espace Citoyen chez Aide et Action Madagascar, est venu présenter en France son projet de développement de la vie associative internationale (VAI) dans l'espace océan Indien. La première Assemblée Générale d'Aide et Action Madagascar aura lieu le 7 décembre. L'occasion pour les bénévoles de réfléchir à l'organisation de la vie associative dans la région. La création de forum, des espaces de rencontre pour toutes les personnes engagées auprès d'Aide et Action, y sera notamment discutée. Développer autour du monde un mouvement citoyen puissant et adapté aux réalités de chaque région est l'une des priorités de l'association. Par le développement de la vie associative, Aide et Action répond à la résolution N° IX de ses Etats Généraux qui stipule que l'association contribue à porter un large mouvement pour la cause de l'éducation dans le monde et que ses militants s'engagent dans la mobilisation pour la sensibilisation du public. D'autres exemples des orientations et stratégies d'Aide et Action sont présentés dans le Livre du Bilan des 2^{es} Etats Généraux.

Dossier

Sida :

éduquer pour l'éradiquer



Le sida aujourd'hui

8-9

L'éducation en première ligne

10-11

L'urgence c'est d'informer

12-13

La maladie expliquée aux enfants

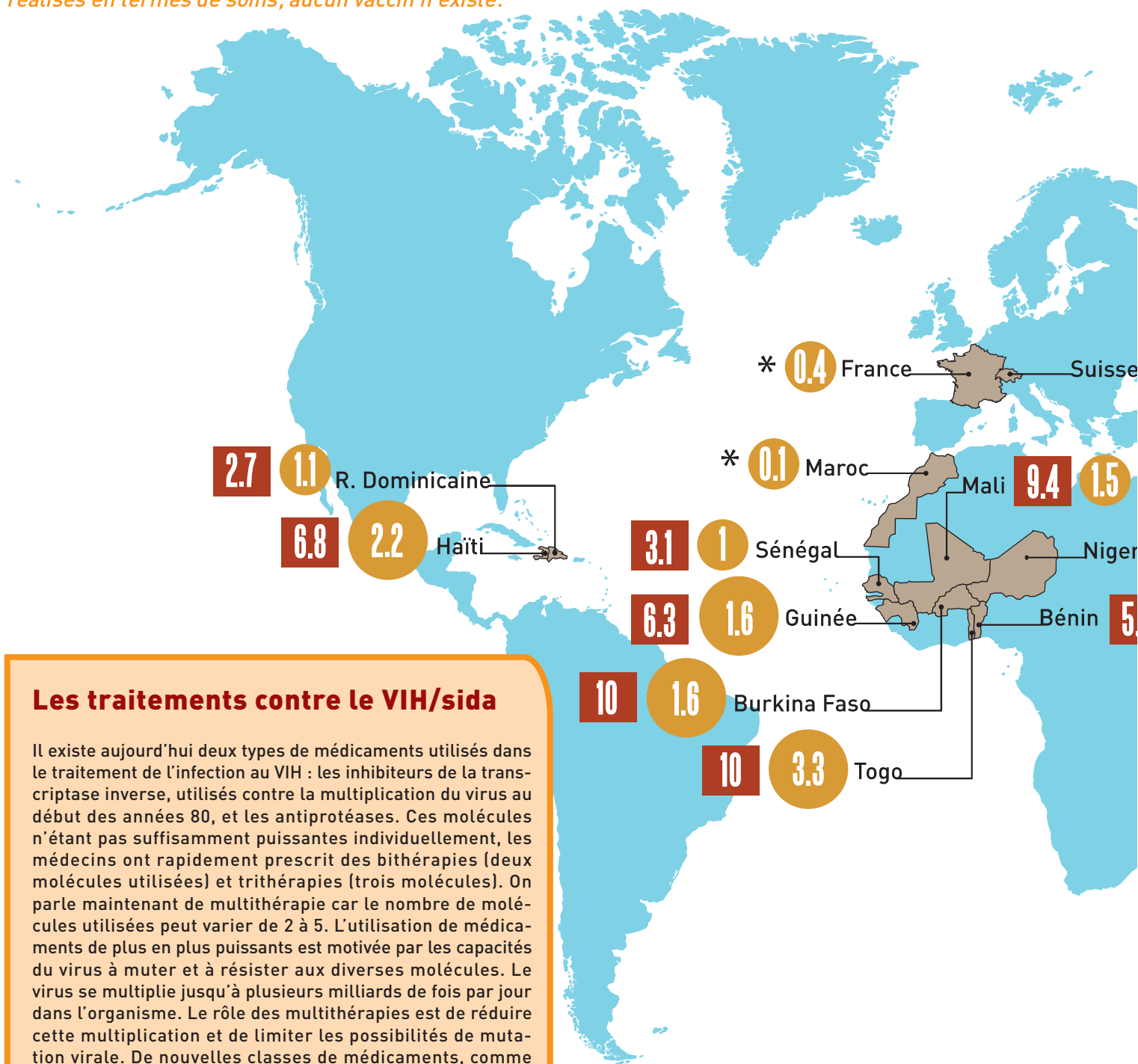
14-15

Projet « VIH/sida » au Mali : l'heure du bilan

16-17

Le sida aujourd'hui

Aucun de nos pays d'intervention n'est épargné par l'épidémie. En 2007, sur les 33 millions de personnes infectées dans le monde, 2 millions étaient des enfants. Malgré les progrès réalisés en termes de soins, aucun vaccin n'existe.



Les traitements contre le VIH/sida

Il existe aujourd'hui deux types de médicaments utilisés dans le traitement de l'infection au VIH : les inhibiteurs de la transcriptase inverse, utilisés contre la multiplication du virus au début des années 80, et les antiprotéases. Ces molécules n'étant pas suffisamment puissantes individuellement, les médecins ont rapidement prescrit des bithérapies (deux molécules utilisées) et trithérapies (trois molécules). On parle maintenant de multithérapie car le nombre de molécules utilisées peut varier de 2 à 5. L'utilisation de médicaments de plus en plus puissants est motivée par les capacités du virus à muter et à résister aux diverses molécules. Le virus se multiplie jusqu'à plusieurs milliards de fois par jour dans l'organisme. Le rôle des multithérapies est de réduire cette multiplication et de limiter les possibilités de mutation virale. De nouvelles classes de médicaments, comme les anti-intégrases, sont actuellement mises au point. A ce jour, aucun vaccin n'existe mais certains sont en cours d'essais cliniques. Même si des traitements existent, leurs coûts restent un obstacle majeur dans de nombreux pays en voie de développement.

1.6 nombre d'enfants infectés par le VIH/sida exprimé en milliers en 2007

* données non communiquées

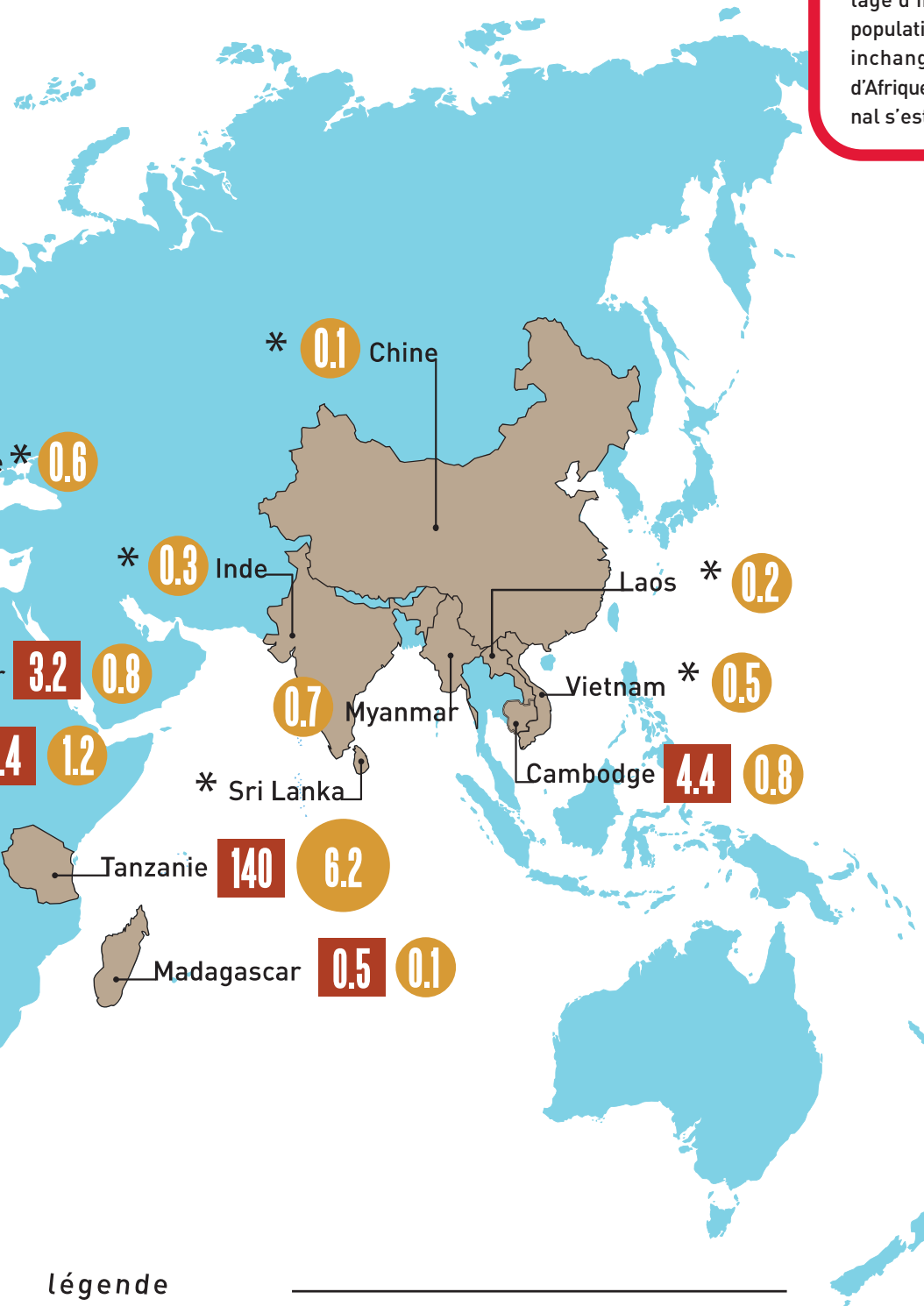
Clés de lecture

VIH/sida

- Le sida (Syndrome d'immunodéficience acquise) est une maladie qui entraîne une chute des défenses naturelles. Il est provoqué par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), qui a la particularité de s'attaquer à l'un des composants essentiels du système immunitaire, les lymphocytes T.

Taux de prévalence du VIH

- Le taux de prévalence du VIH mesure le pourcentage d'individus infectés par le VIH au sein d'une population. Le taux de prévalence mondial est resté inchangé depuis 2001. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le taux de prévalence national s'est stabilisé ou a reculé.



légende

≤ 1.5

> 1.5

taux de prévalence exprimé en pourcentage en 2007

source : rapport sur l'épidémie mondiale du sida 2008 (www.unaids.org)

Les dates clés de l'épidémie

(évolution de la pandémie)

1983 : Identification du virus du sida ou VIH (virus de l'immunodéficience humaine) par une équipe de l'Institut Pasteur à Paris. Mise au point des premiers tests de dépistage.

1985 : Expérimentation de l'AZT, première molécule anti-VIH visant à ralentir la réplication du virus dans l'organisme.

1995 : Découverte d'une nouvelle famille de médicaments, les antiprotéases.

1996 : Mise au point des trithérapies.

2000 : Chez des personnes déjà infectées par le VIH, premiers essais en immunothérapie spécifique permettant de stimuler les défenses immunitaires s'attaquant spécifiquement au virus du sida.

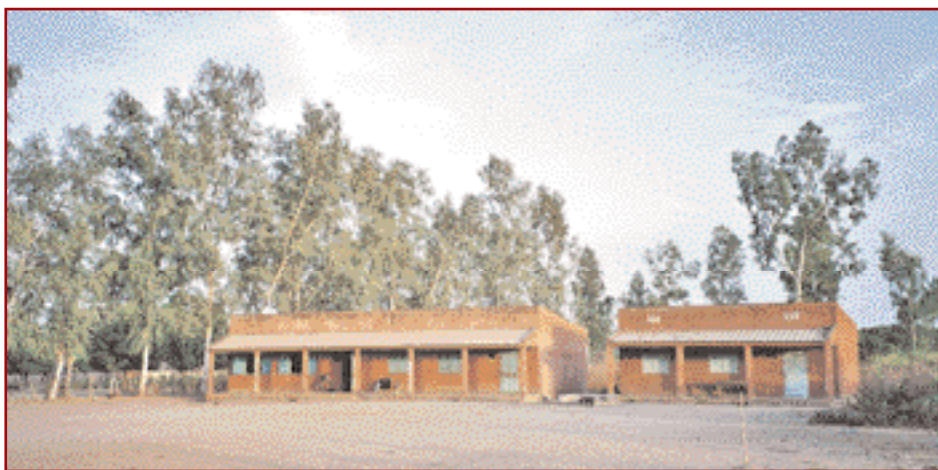
2003 : Mise sur le marché d'une nouvelle molécule (T-20) visant à empêcher le virus de rentrer dans la cellule. A la conférence de l'IAS (International Aids Society) à Paris, l'accent est porté sur l'accès aux traitements dans les pays en développement.

Aujourd'hui, le sida c'est :

- 25 millions de morts dans le monde depuis le début de l'épidémie en 1983.
- 33,2 millions de séropositifs.
- 6 800 personnes infectées quotidiennement.
- 5 700 personnes meurent chaque jour du sida, 2,1 millions de morts en 2007.

L'éducation en première ligne

Au Mali, le sida touche plus de 20 % des enseignantes et risque de priver des milliers d'enfants d'école. Face à la maladie, l'éducation est donc en danger. Elle apparaît pourtant aujourd'hui comme l'un des remparts les plus efficaces pour limiter la propagation du VIH/sida : développer davantage de projets d'éducation et de sensibilisation à la maladie permettrait d'éviter près de 700 000 nouvelles infections.



Les enseignants sont aussi touchés par la maladie ce qui peut entraîner la fermeture d'écoles.

Le VIH/sida a fait près de 2 millions de morts en 2007. Dans le même temps, 370 000 enfants (de moins de 15 ans) ont été infectés par le virus. Le nombre total d'enfants vivant avec le VIH est passé de 1,6 million en 2001 à 2 millions en 2007⁽²⁾ dont près de 90 % vivent en Afrique subsaharienne. Comme dans beaucoup d'autres secteurs, l'impact du sida sur l'éducation est dévastateur et résulte en partie de l'augmentation du nombre d'orphelins que l'école ou les États doivent prendre en charge. Le rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous de 2006 nous indiquait que près de 38 % des orphelins de l'Afrique l'étaient déjà à cause du sida. Les enfants ne sont pas les seuls concernés puisque la pandémie affecte également les enseignants et les personnels administratifs. C'est donc la qualité des enseignements et la gestion du système éducatif qui sont touchées. Un cercle vicieux se forme alors : les enfants ne peuvent plus aller à l'école en raison de l'absence des enseignants. Ces derniers, malades, ne disposent plus de moyens pour les sensibiliser et les

informer au sujet du VIH/sida. Au Mali par exemple, le Snec (Syndicat national de l'éducation) a rédigé un rapport au sujet de la présence du sida en milieux scolaire et universitaire. Cette étude révèle que le taux de prévalence⁽³⁾ des professeurs en 2006 s'élevait à 4,4 % pour les hommes et à 22,72 % chez les femmes. Le rapport estime que 120 000 élèves du premier cycle pourraient ainsi manquer d'enseignants au cours des prochaines années scolaires. Face au sida, l'éducation est donc bien en danger. Elle pourrait pourtant être un agent de prévention très efficace.

Sida : éducation en danger

Près de 700 000 nouvelles infections pourraient être prévenues par l'éducation universelle estime la Campagne Mondiale pour l'Éducation (CME)⁽⁴⁾. Ainsi, le SNEC relève que « les différentes campagnes de sensibilisation ont pu avoir un impact positif sur les pratiques sexuelles des étudiants. Ce qui constitue une motivation supplémentaire quant

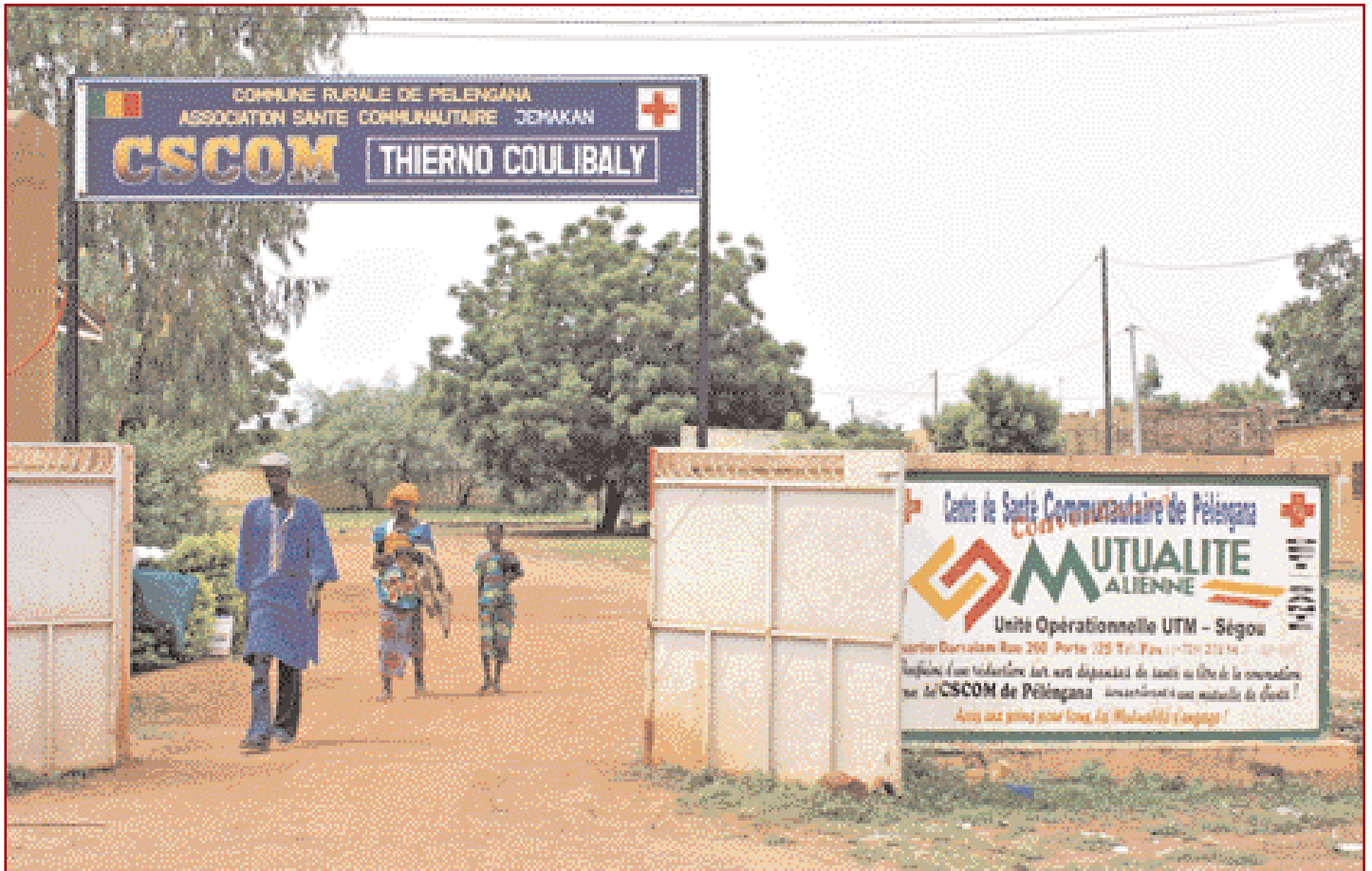
à l'intensification des campagnes d'information et de sensibilisation, à travers la promotion de clubs antisida dans tous les établissements du pays ».

En effet, dans le secteur éducatif, les activités de prévention et de sensibilisation ne s'adressent pas seulement aux étudiants mais aussi aux enseignants. Dans des pays comme le Bénin, le Niger ou la Guinée, le niveau de connaissances du VIH/sida et de ses conséquences est insuffisant chez les professeurs. Une étude transnationale publiée en 2007 et réalisée par le Réseau Ouest et Centre africain de Recherche en éducation (ROCARE)⁽⁵⁾ indique en effet qu'« au Niger, 61 % des enseignants n'ont pas reçu de formation et, parmi ceux qui ont été formés, 80 % ne se sont pas appropriés les savoirs car ils ne peuvent pas les restituer. [...] En Guinée, la formation concerne une proportion importante d'enseignants (70 %) alors qu'au Bénin, elle touche seulement 25 % des enseignants ».

Pour être un rempart efficace contre la pandémie, les étudiants et les enseignants doivent donc améliorer leurs connaissances relatives au VIH/sida. Pour ce faire, et rédui-



Le Vietnam a mesuré l'impact des politiques éducatives auprès de la population et notamment des enfants.



Des centres de santé communautaires existent au Mali pour prendre en charge les enfants et les parents malades.

re ainsi les taux de prévalence, les Etats se sont associés avec des institutions (ONU, Union européenne, etc.), les sociétés civiles, des ONG internationales et nationales, etc. Une étude d'Onusida, publiée en 2004 et portant sur les projets de prévention et de sensibilisation au VIH/sida de 71 pays (dont la Guinée, le Bénin, le Mali, Madagascar, le Cambodge et le Vietnam), a mesuré l'impact des politiques éducatives auprès de la population pour atténuer l'impact du VIH/sida. Cette étude révèle que « *les ministères de l'éducation et la société civile ont progressé considérablement vers l'institutionnalisation de ripostes efficaces contre le VIH/sida* ».

Prévention : l'éducation comme rempart

Ces progrès ont notamment été rendus possibles grâce à l'intégration dans certains programmes éducatifs de cours de sensibilisation relatifs au VIH/sida et ce dès les niveaux primaire et secondaire. Si des progrès ont été réalisés, de nombreux efforts doivent être fournis comme celui de continuer à favori-

ser l'accès aux écoles à un maximum d'enfants. Ces dernières peuvent en effet permettre aux enfants et aux professeurs d'apprendre davantage sur le VIH/sida. Elles peuvent aussi servir de centres de soins et de soutien pour les personnes infectées par le virus. De plus, l'éducation permet de sensibiliser ceux qui ne sont pas scolarisés grâce à des partenariats conclus entre des asso-



Des panneaux sur un axe routier de 1 200 km au Mali rappellent que des programmes de prévention existent.

ciations locales et des ONG comme Aide et Action. L'éducation spécifique au VIH/sida doit également être poursuivie et développée. Les pages du dossier qui suivent montrent en effet que ce type d'éducation permet entre autres de réduire le risque de VIH/sida, d'accroître le nombre de préservatifs distribués et de traiter précocement les infections sexuellement transmissibles en facilitant notamment l'accès à des tests volontaires et confidentiels. L'éradication du sida par l'éducation est donc possible, mais il faut que celle-ci soit partie intégrante d'actions combinées entre les personnes, les Etats et l'ensemble des acteurs de la société civile. ■

(1) Source : « Une approche stratégique : le VIH et sida et l'éducation » – Rapport de l'Onusida – Mai 2009.

(2) Source des chiffres : <http://www.aides.org/informations/sante/sida-en-chiffres.php>

(3) Voir « Clés de lecture » p. 9.

(4) L'étude, intitulée « Impact du VIH/sida sur les enseignants et l'enseignement dans l'éducation formelle et non formelle en Afrique de l'Ouest : rapport de synthèse », est disponible à l'adresse : <http://www.rocare.org/VIH-SIDA%20FR.pdf>

L'urgence c'est d'informer

Les campagnes d'information sur le sida ont rempli leurs promesses : informées, les populations les plus à risques ont adopté un comportement sexuel plus responsable. Certaines restent cependant encore à l'écart de ces campagnes de sensibilisation. Aide et Action développe des programmes spécifiques à destination de ces groupes isolés.

« **A**près une année de travail sur le terrain, je vois déjà de nombreux changements : les populations à risque sont beaucoup plus informées du sida et ont beaucoup moins peur de faire le test », explique Ram Chandra Meena, un des volontaires qui travaille avec Aide et Action dans le cadre d'un programme de lutte contre le sida dans la ville d'Udaipur (Inde). Informer les personnes les plus susceptibles d'être contaminées par le virus du sida est une priorité pour limiter la propagation de la maladie.

Prostituées, homosexuels, toxicomanes ont été, dans tous les pays, les premiers touchés et les premières cibles des différentes campagnes d'information, avec pour objectif de les orienter vers des comportements sexuellement responsables. En Inde, où 90 % des nouveaux cas sont liés à des relations non protégées ou à l'utilisation de seringues usagées, Aide et Action développe un programme d'urgence dans la ville de Bhopal (capitale de l'Etat du Madhya Pradesh, en Inde) pour prévenir l'apparition de nouvelles contami-

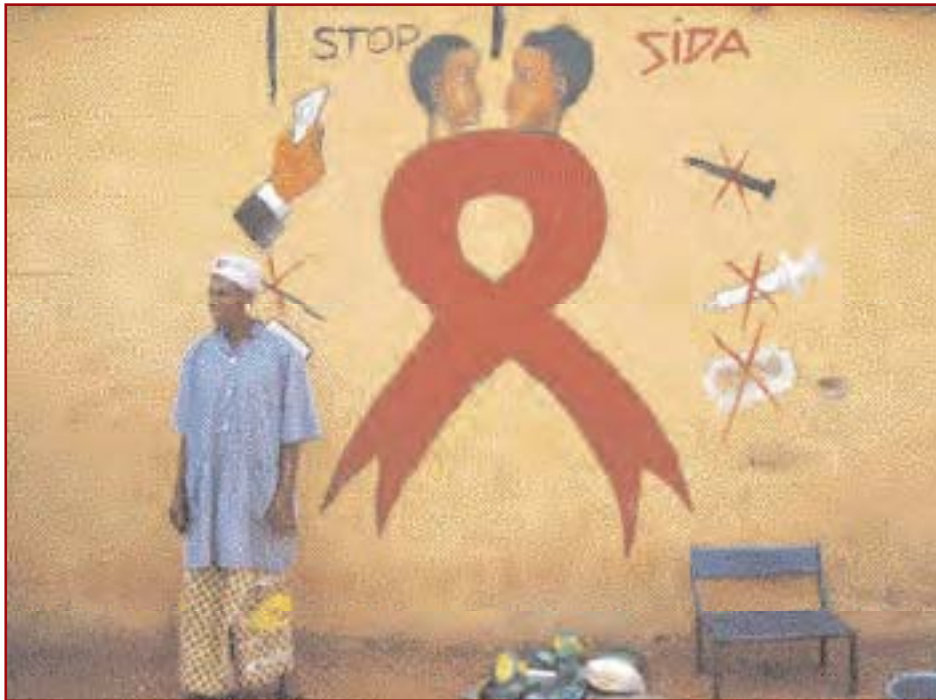
nations parmi les prostituées, homosexuels et toxicomanes. Plutôt que de lancer de vastes campagnes d'informations générales sur la maladie, Aide et Action a choisi de cibler des programmes d'information à destination de populations particulièrement vulnérables. Toute opération commence donc par une identification des différentes populations exposées à la maladie et des meilleurs moyens disponibles pour leur faire parvenir certains messages. Dans le quartier de Berasiya, réputé pour ses activités illégales, le taux de prévalence ne cesse d'augmenter. Depuis 2008, Aide et Action va directement à la rencontre de toxicomanes pour les sensibiliser aux dangers de l'échange de seringues. Au Mali, pour accroître la diffusion d'information le long des axes routiers, Moussa Dembélé, Président du Syndicat des Transporteurs de la région de Ségou, développe le « Jeu des trois bateaux » à destination des voyageurs, policiers, pompiers, enfants, etc. Chaque bateau correspond à un mode de prévention : abstinence, préservatif, fidélité. Moussa Dembélé propose alors au public des dessins représentant un homme d'affaires, une vendeuse ambulante, un chef de gare, etc. Les personnes du public choisissent de glisser dans un bateau un de ces dessins. Par exemple, l'homme d'affaires pourra être mis dans le bateau « fidélité ». A la fin de la séance, Moussa Dembélé reprend l'ensemble des dessins, les met tous dans le bateau « préservatif » et souligne au public le fait que le préservatif est le moyen de prévention le plus sûr pour tout le monde, hommes d'affaires, vendeuses ambulantes, etc.



Moussa Dembélé en pleine séance des « 3 bateaux » pour sensibiliser les voyageurs à la gare routière de Ségou.

Plus de prévention dans les campagnes

Reste que ces méthodes de prévention et de soins sont concentrées dans des zones urba-



Aide et Action identifie les populations marginales, privées d'information, et développe des campagnes d'information de proximité pour faire naître des comportements sexuels responsables.

nisées et s'adressent de tout d'abord à des populations urbaines, souvent déjà informées sur le sida par les médias, les médecins et les écoles. Exclues des modes de communication standards comme la radio et la télévision, migrants, prisonniers, enfants des rues ou même simples villageois dans des lieux isolés ont été oubliés des campagnes d'information officielles. Les informer est devenu une priorité lorsque les cas de contamination ont fortement augmenté au milieu des années 1990. Aide et Action a tout d'abord identifié ces populations marginales et a développé des campagnes d'information au niveau des quartiers et des villages dans l'espoir qu'une meilleure connaissance de la maladie, des modes de contamination, des soins et traitements disponibles aurait pour effet un changement de comportements et une réduction des risques de transmission.

Dans certaines régions de l'Inde, notre association a développé le « Link Worker Scheme », un programme qui vise à donner à de jeunes villageois un minimum de connaissances précises et pratiques sur le sida. Leur rôle : se déplacer de village en village, en commençant par les plus touchés (généralement là où le nombre de travailleurs du sexe est le plus important) et infiltrer les groupes de population à haut risque. Aidés par des volontaires qu'ils recrutent au sein de ces populations, ils

sont alors mieux à même de diffuser les informations et de sensibiliser à la maladie. En plus de sa mission d'informer, d'éduquer et de communiquer sur la maladie, le Link Worker a pour tâche de prodiguer des conseils, de prévenir la transmission parents-enfants et de promouvoir l'utilisation des préservatifs,

le tout en collaboration étroite avec les hôpitaux et structures de soins installées à proximité. Aide et Action a développé ce projet en étroite collaboration avec les communautés vivant dans les 25 quartiers les plus démunis des 5 Etats indiens de Bihar, Chattisgarh, Uttar Pradesh, Rajasthan et Orissa. « *Il faut continuer nos efforts et développer le projet à l'échelle nationale* », ajoute Ram Chandra Meena. Au-delà de l'aide importante apportée à la population, Aide et Action développe au fil de ces expériences un travail de plaidoyer auprès des représentants et élus de villages. Les seuls à même d'initier des changements de comportement sur le long terme et de poursuivre ce travail de longue haleine initiée par les ONG. ■



Dans le village de Saradana, dans le district Ajmer au Rajasthan, ces deux femmes se sont proposées pour participer au programme VIH/sida mis en place par Aide et Action.

La maladie expliquée aux enfants

A quand des cours sur le sida dispensés après les maths ou le français ? Si l'expérience est déjà pratiquée dans certains pays européens, comme la France ou la Suisse, on en est encore au stade expérimental dans de nombreux pays comme l'Inde. Pourtant, l'éducation des populations les plus jeunes apparaît aujourd'hui comme l'atout le plus prometteur en matière de lutte contre le VIH.

A l'occasion de la Journée mondiale contre le sida (1^{er} décembre), de nombreux syndicats d'enseignants ont appelé professeurs et élèves du monde entier à consacrer une leçon d'une heure au sida, l'occasion de rappeler au plus grand nombre que l'éducation a un rôle clé à jouer dans la lutte contre la maladie. Le 12 août dernier, à l'occasion de la Journée internationale de la Jeunesse, Aide et Action soutenait l'organisation de cours d'information sur le sida, exceptionnellement proposés dans les écoles secondaires et les collèges de Chhattisgarh (Inde). Le but : faire en sorte que les plus jeunes soient informés de la maladie et de ses conséquences. Car en Inde, où la sensibilisation des jeunes est faible, la maladie s'est fortement développée. Celle-ci autrefois concentrée dans quelques milieux urbains s'est brusquement étendue à des populations plus jeunes et plus rurales, faisant de l'Inde le pays où vit actuellement le plus grand nombre de séropositifs. Plusieurs études ont montré qu'un niveau d'instruction plus élevé était associé à un comportement sexuel à moindre risque et à une activité sexuelle moins précoce. Convaincu que l'éducation, au même titre que le préservatif, est une des armes premières contre la maladie, Aide et Action soutient depuis quelques années le développement de programmes éducatifs à destination des plus jeunes. Au Mali, par exemple, où le taux de prévalence était encore très élevé il y a quelques années (de 1,7 % en 2001, il est passé à 1,3 % en 2006), l'association a organisé des ateliers de réflexion sur le VIH/sida au profit des enseignants, parents et personnel médical pour que les enfants puissent être correctement informés et pris en charge.



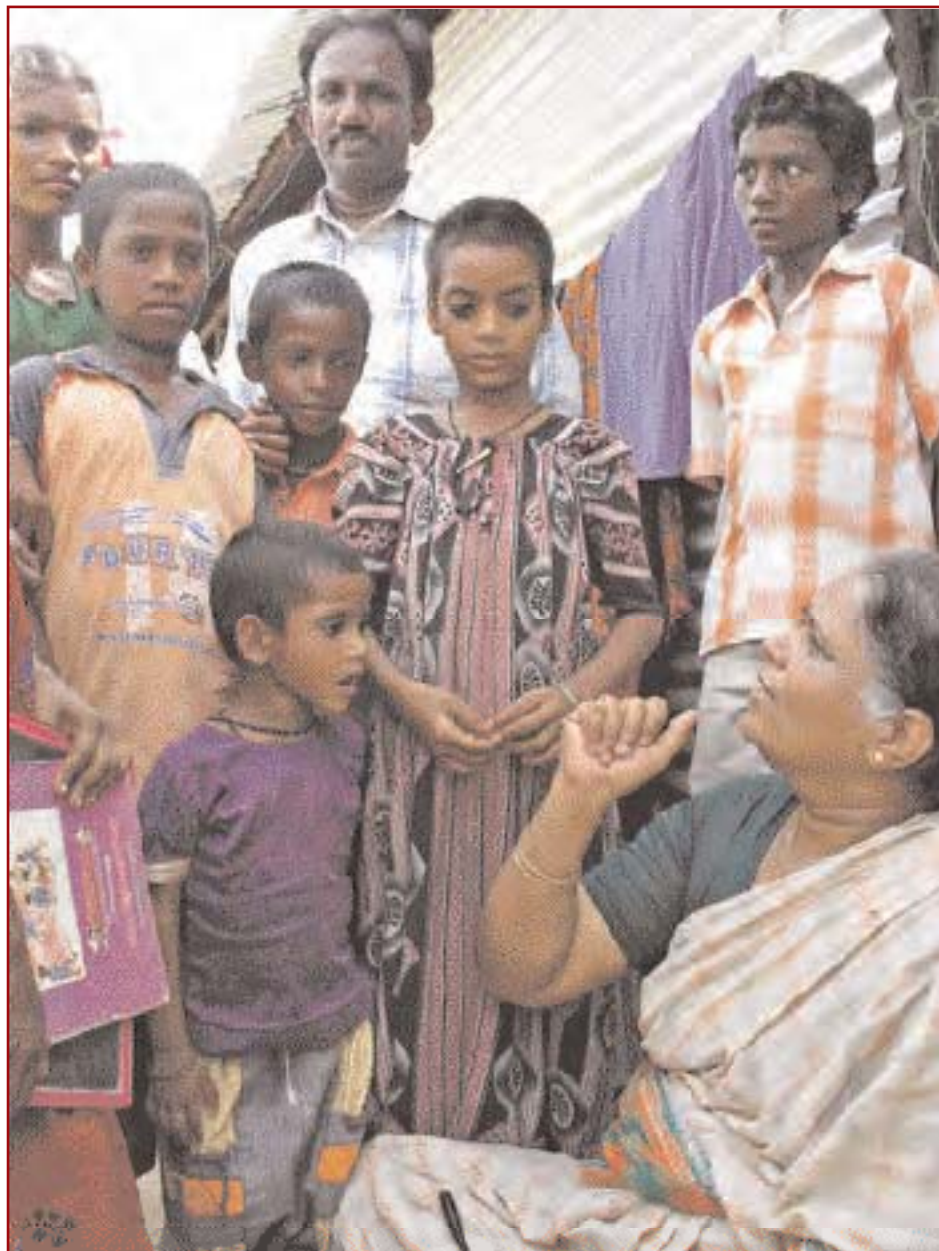
Pour lutter contre le sida, Aide et Action développe des programmes spécifiques pour les enfants. L'éducation est aujourd'hui une arme essentielle contre la propagation de la maladie.

Les jeunes éduqués par les pairs

Mais accompagner les adultes face au sida ne suffit pas. Il est essentiel pour généraliser des comportements sexuels responsables de proposer des programmes spécifiques pour les enfants. Aux côtés du RIOEV⁽¹⁾ (qui regroupe des structures de la société civile, des institutions étatiques), Aide et Action intervient au Mali auprès des orphelins et autres enfants exposés à la maladie. L'école est à ce titre un vecteur important d'information : les enseignants ont l'opportunité d'inculquer aux élèves des mesures de prévention qui per-

mettent de sensibiliser plus largement leurs familles. Les jeunes non scolarisés (les enfants des rues, ceux ayant abandonné l'école...), parce qu'ils ne dépendent d'aucune institution, constituent de ce fait un groupe particulièrement vulnérable au VIH. D'où la mise en place, avec de nombreuses associations, de « causeries éducatives » initiées par des « pair-éducateurs », des jeunes choisis parmi la population pour recevoir une formation et diffuser les informations auprès de leurs amis. Même opération en Inde où Aide et Action soutient la création de Clubs « Ruban Rouge », des réseaux de jeunes volontaires chargés

d'apporter leur contribution pour le contrôle et la prévention de la maladie. Dans chaque village, ils gèrent des kiosques d'information mis à disposition dans les lieux où les jeunes se réunissent le plus fréquemment. Des prospectus sur le sida, et plus généralement la santé, y sont disponibles ainsi qu'une boîte à questions intitulée « Much se poocho », (« Demande-moi » en hindi). Les jeunes sont invités à y mettre leurs questions ou angoisses au sujet de la sexualité et du VIH/sida. Les réponses à leurs questions sont ensuite affichées dans ces kiosques d'informations et consultables par toute la communauté. Apporter cette éducation à la santé et à la sexualité apparaît aujourd'hui comme le seul moyen de faire prendre conscience aux plus jeunes des dangers liés au sexe et de modifier leurs comportements. Sensibilisés au problème du sida, ces jeunes volontaires



Les enfants déscolarisés, nés dans la rue ou dans les familles de migrants comme ici dans l'Etat d'Andhra Pradesh, sont difficiles à informer. Ils représentent de ce fait un groupe extrêmement vulnérable au sida.



Pour lutter contre le sida, les adultes doivent informer les plus jeunes sur la maladie.

s'auto-responsabilisent et se sentent investis d'une mission vis-à-vis de leurs camarades et de la communauté en général. De par leurs attitudes, ils deviennent des vecteurs d'information et contribuent à modifier la perception des séropositifs et malades du sida au sein de la communauté. Car dans de nombreux pays, préjugés et discriminations sont encore tenaces et condamnent les porteurs du virus à une vie de solitude et de misère. C'est notamment le cas en Chine où les porteurs du virus sont encore laissés à l'écart. En partenariat avec une ONG chinoise, Aide et Action projette de travailler à la rédaction de

manuels d'éducation sexuelle à destination des jeunes chinois. Ce manuel décrirait, entre autres, les caractéristiques du sida afin de développer la prévention, de supprimer les confusions sur la maladie et d'augmenter les contacts entre les populations saines et les gens contaminés. Pour lutter plus efficacement contre la maladie, la construction d'une société plus harmonieuse constitue le meilleur rempart. ■

(1) RIOEV : Réseau des Intervenants auprès des Orphelins et autres enfants vulnérables.

Projet « VIH/sida » au Mali : l'heure du bilan

Un million de personnes emprunte chaque année l'axe Bamako-Labezanga. Selon la Banque mondiale, à cause de ces mouvements, le VIH/sida se propage vite. Mais un projet, soutenu par l'Union européenne, a permis de réduire le nombre de personnes contaminées. Reportage de notre rédacteur Tristan Sicard.



Les premiers panneaux de prévention sida peinent à émerger sous les trombes d'eau qui s'abattent sur Bamako. Solo, chauffeur, Yves-Ferdinand Kouadio, superviseur du projet baptisé « Corridor VIH/sida » et moi prenons la route au petit matin. Entre les gouttes et les nids-de-poule, le véhicule traverse les villages de Koulikoro, Kassa, Diango et Fani où nous nous arrêtons pour un petit déjeuner local : œuf, pain, thé, rognons de poulet. Les arbres verts, massifs, contrastant avec la terre ocre, défilent tout comme les premiers panneaux qui témoignent des actions menées depuis deux ans sur cette route pour lutter contre le sida. Premier arrêt à Konobougou. Nous sommes accueillis par Cheick Sadio Diakité, coordinateur du projet entre Fana et Ségou. La poignée de main est chaleureuse et Cheick ne tarde pas à nous accompagner dans une cour

où des « femmes vulnérables⁽¹⁾ » et d'autres acteurs du projet nous attendent. Berthé Bintou Dagnon, Présidente de l'Association des femmes vulnérables du village, nous sert le verre d'eau traditionnel et enchaîne en détaillant l'historique du projet : « Au départ, nous étions réticents parce que pour nous le sida ne signifiait pas grand-chose. De plus, parler de sexualité était tabou dans ce village, mais aussi dans les autres villes du Mali. Et puis, en en parlant avec les associations, les élus locaux, les professeurs, etc. nous nous sommes rendu compte qu'il était fondamental de mieux informer les populations. » Dans ces villages, la sensibilisation au sida avant le lancement du projet a été longue. Elle a pris plus de deux ans. Les coordinateurs du projet ont dû d'abord convaincre les élus locaux, unique porte d'entrée pour atteindre la population. « Au début, il y avait de la

méfiance face à cette maladie inconnue. De plus, certains mythes tournaient autour du sida, comme le fait que les ONG se servaient du sida pour se faire de l'argent », explique Cheick. Les premiers tests de dépistage sont apparus rapidement après le début du projet. Les premiers cas de sida et leurs conséquences également. Les sidéens, mis au ban au début, ont progressivement été acceptés au sein de leur communauté, sans apitoiement ni condescendance. « Les enfants malades vont à l'école, ont des camarades et une vie "normale" en dehors. Il y a de plus en plus de solidarité entre les gens dans le village, témoigne Berthé avant d'ajouter que le projet doit se poursuivre, pour ne pas perdre tous les efforts réalisés jusque-là. »

« Nous pouvons sensibiliser les personnes au sein des entreprises »

Au deuxième point de chute, à Ségou, nous rencontrons Adama Touré, administrateur de l'action sociale pour le Haut Conseil national de Lutte contre le sida. Fonctionnaire calme et déterminé, Adama assure la continuité du projet entre l'Etat malien et les ONG. « Depuis deux ans, grâce à ce projet, les progrès ont été conséquents. Nous pouvons désormais sensibiliser les personnes au sein même des entreprises. L'idée est d'étendre l'impact du projet Corridor à d'autres axes routiers, d'autres entreprises », précise-t-il. Sur la route de l'an 2000 qui entoure Ségou, nous avons rendez-vous avec Dramane Keita, coordinateur du projet Corridor sida pour l'ONG Walé (« action » en langue bamakan). « Notre association s'occupe à la fois de sensibiliser les personnes mais aussi de soigner les malades grâce à des centres médicaux qui offrent gratuitement des anti-rétroviraux aux sidéens », explique-t-il. Walé identifie également les « enfants vulnéra-



Animateurs et femmes vulnérables du centre de Konobougou.



De nombreux panneaux jalonnent la route pour sensibiliser la population.

bles⁽²⁾ » de la ville. En prenant en charge ces enfants, Walé fait davantage. « *Amidou a pu aller à l'école grâce au projet. Il en a fait profiter ses frères et sœurs qui ont pu suivre ses cours mais aussi manger, s'habiller et se soigner grâce à l'argent que les associations nous avaient confié* », témoigne Assa Diarra, mère d'Amidou, 9 ans. Ce dernier, déscolarisé, vendait des petits objets pour subvenir aux besoins de sa famille. Grâce à Moussa Dembélé, Président du Syndicat des Transporteurs de la région de Ségou, qui l'a



Dramane Keita, coordinateur du projet « Corridor VIH/sida » pour l'ONG Walé.

repéré, et à l'ONG Walé, Amidou a pu reprendre ses études. Il entre en CE2 cette année et souhaite devenir journaliste.

Ici, à Mopti, tout reste à faire

La route accidentée pour Mopti, dernière étape de notre mission, nous fait prendre une déviation. Une piste avec son lot de sable, cailloux, branchages, animaux, vélos, etc. Sous un soleil écrasant, nous rencontrons l'association Diam Nati (« le bonheur est entré » en fulfuldé, la langue des Peuls) qui soutient socialement et psychologiquement les personnes atteintes du sida. Lors de nos rencontres précédentes, l'entraide, la solidarité, le soutien et l'espoir pouvaient être palpables. Chez Diam Nati, rien de tel. Les membres de l'association semblent être repliés sur eux-mêmes. « *Dans les villages, les personnes peuvent se soutenir. Dans les villes (Mopti compte 120 000 habitants), la méfiance est omniprésente. La religion nous fait également du tort. Les gens continuent à penser que le sida est une maladie du diable. C'est pour cela que des parents abandonnent leur enfant. Ici à Mopti, tout reste à faire en termes de sensibilisation et de prévention* », constate Mariam Touré, Présidente de l'association qui ne s'inscrit pas dans le projet Corridor. Nous repartons de Mopti l'esprit mitigé en nous disant que le projet « Corridor

Le projet Corridor sida en chiffres



- Taux de prévalence en 2004 et 2008 : **1,7% et 1,3%.**
- Nombre d'ONG maliennes concernées par le projet : **10.**
- Personnes touchées par les séances de sensibilisation : **435 000.**
- Nombre de préservatifs distribués : **1 000 000.**
- Bailleur financier : Union européenne pour un montant de **550 000 euros.**

sida » a permis aux populations impliquées de démythifier le sida, d'en connaître davantage sur la maladie pour se protéger, de scolariser certains enfants et de faire baisser le taux de prévalence sur cet axe de 1,7 % à 1,3%. Le projet a donc fonctionné, mais d'autres soulignent l'importance d'obtenir davantage de financement pour le pérenniser, l'étendre à d'autres axes routiers. ■

(1) Terme désignant, au Mali, les femmes qui ne disposent pas de soutiens familial ou conjugal. Elles sont donc exposées et peuvent être tentées de se prostituer pour subvenir à leurs besoins.

(2) Au Mali, les enfants vulnérables sont en général des orphelins, des handicapés ou des enfants issus de familles démunies. Ils n'ont donc pas de tuteur responsable pour les éduquer normalement.



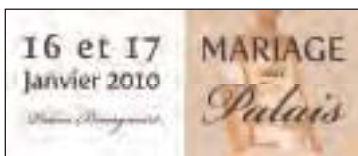
Le projet « Corridor VIH/sida » a permis à Amidou, ici à gauche avec sa mère et ses frères, d'aller à l'école.

Convention avec Telligo sur trois ans



Aide et Action vient de conclure un nouveau partenariat avec Telligo, le leader français des séjours de vacances à thèmes pour les jeunes de 4-18 ans. Engagé pour une durée de trois ans, Telligo proposera aux parents, au moment de l'inscription, de faire un don à Aide et Action. Telligo s'engage alors à doubler les dons de ses clients. Dans le cadre de leur séminaire annuel qui s'est tenu le 4 novembre dernier dans les Vosges, Aide et Action a pu aller à la rencontre des soixante collaborateurs du groupe qui seront par la suite les relais de ce partenariat.

"Mariage au Palais" s'engage pour l'éducation des filles et des femmes



Le Premier Salon Mariage Couture s'engage auprès d'Aide et Action en reversant 2 euros sur chaque entrée vendue pour apporter son soutien à l'éducation des filles et des femmes en Afrique subsaharienne. Le salon Mariage au Palais ouvrira ses portes les 16 et 17 janvier prochains au Palais Brongniart (Paris 2^e arrondissement), offrant ainsi aux futurs mariés un moment privilégié pour sélectionner les meilleurs prestataires, rencontrer les plus grands noms de la Création mariage et assister à des défilés couture.

En période de crise, conscient du défi à relever pour l'éducation, Mariage au Palais a voulu sensibiliser ses visiteurs et manifester sa solidarité avec les populations les plus démunies. Plus de renseignements sur www.mariageaupalais.com.

Calendrier des mobilisations internationales

Janvier

- **27 janvier** : Journée de la Mémoire de l'Holocauste et de la Prévention des crimes contre l'humanité

Février

- **6 février** : Journée internationale contre les Mutilations génitales féminines

- **12 février** : Journée internationale des Enfants soldats

- **21 février** : Journée internationale de la Langue maternelle

Mars

- **8 mars** : Journée internationale de la Femme

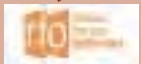
- **20 mars** : Journée internationale de la Terre

- **21 mars** : Journée internationale pour l'Élimination de la discrimination raciale

- **22 mars** : Journée mondiale de l'Eau



La presse en parle



Aide et Action apporte son témoignage sur l'éducation en Afrique. Mahfou Diouf, animateur d'Aide et Action, a participé à l'émission « Zoom Afrique » diffusée sur RFO le 4 octobre 2009. Il s'est exprimé sur la situation de l'éducation dans plusieurs pays africains. A découvrir sur http://www.rfo.fr/france-o/le-zoom-afrique/rentree-scolaire_10634.html.



Le quotidien indien *The Hindu* est revenu dès le 6 octobre sur l'étude « Quality Education : Challenges and Opportunities » publiée la veille par Aide et Action

à l'occasion de la Journée mondiale des Enseignants (<http://beta.thehindu.com/news/cities/Delhi/article30028.ece>). L'étude a révélé que 33 % des enseignants estiment que l'éducation de qualité est celle qui fournit aux enfants les moyens de lire, écrire et parler correctement. Le *Telegraph* (India) et le *Financial Business* ont également cité ce rapport publié par Aide et Action.



Le quotidien régional *La Provence* (11 octobre 2009) a annoncé la parution du livre « Moi aussi, j'ai le droit ! » publié par les éditions Don Quichotte en parte-

nariat avec Aide et Action à l'occasion du 20^e anniversaire de la Convention des Droits de l'enfant. A noter qu'au début du mois de novembre, près de 200 exemplaires du livre de contes avaient déjà été commandés depuis le site internet et le magazine d'Aide et Action.



Un reportage sur la déchetterie de Saint-Domingue a été diffusé dans « L'école des savoirs » le 14 novembre sur RFI. Une chronique sur ce même sujet a été diffusée le 11 novembre, dans la tranche d'Afrique Midi, en Afrique. A retrouver sur www.rfi.fr/radiofr/podcast/podcast_sav.asp

Le Petit Futé : Treizième année de confiance



Du 2 avril au 30 juin 2009, pour tout achat d'un guide Petit Futé sur fnac.com, Petit Futé s'est engagé à reverser 1 euro par guide au profit d'Aide et Action. L'opération est un véritable succès. 2 300 guides ont été vendus sur cette période. Cette opération couronne treize années de coopération et annonce déjà de futurs projets communs.

Remise de chèques par Orange UI Paris



Orange UI Paris (Unité d'intervention de Paris) a remis, via la Fondation Orange, un chèque de 1 500 euros à Aide et Action pour le projet Profile au Niger. Ce projet s'adresse principalement au Filles de Tillabéry dans le département de Filingué et est soutenu depuis plus d'un an par la Fondation Orange. Les collaborateurs d'Orange UI Paris ont également organisé une collecte de livres dont la vente a permis de reverser 70 euros supplémentaires à Aide et Action grâce à son partenariat avec Recyc'livre.

Aide et Action Suisse prend le tram !

Aide et Action Suisse lance une nouvelle campagne de publicité en cette fin d'année 2009. Cette publicité, dévoilée le 15 octobre à Genève, permettra à Aide et Action d'être présente sur les tramways et de sillonner les quelque 380 kilomètres du réseau de transport qui couvrent tout le bassin genevois. Cette campagne de communication mobile doit durer quatre mois.



Photos : ©Aide et Action

Abonnez vos proches à « Aide et Action Le Magazine » pour seulement 4 € par an !

- Pour abonner plusieurs de vos proches, n'hésitez pas à photocopier ce coupon. **Un nouveau lecteur est un futur parrain potentiel !**
- Si vous souhaitez faire un chèque dont le montant est supérieur à vos abonnements, l'excédent sera enregistré comme un don à l'association.

Aide et Action – 53, bd de Charonne – 75545 Paris Cedex 11



Oui, je souhaite offrir un abonnement à l'un de mes proches dont voici les coordonnées :

M. Mme Mlle

Nom Prénom

N° Rue

Code postal [] [] [] [] [] Ville

Ma référence parrain

Merci de retourner ce coupon accompagné d'un chèque bancaire ou postal de 4 € au minimum à l'ordre d'Aide et Action.

Les BTS option « solidarité » marchent bien à Bordeaux

Le Lycée Gustave-Eiffel de Bordeaux s'engage activement dans la préparation et l'organisation de la marche parrainée qui aura lieu en avril 2010. Rencontre avec l'initiatrice de ce projet solidaire, Martine L'Espagnol, professeur en BTS Management des Unités Commerciales.



Les élèves de BTS Management des Unités Commerciales mettent leurs compétences au service de la marche parrainée de Bordeaux qui aura lieu en avril prochain.

Aide et Action : En quoi consiste votre projet ?

Martine L'Espagnol : J'ai demandé aux élèves de BTS Management des Unités Commerciales de s'investir dans la préparation de la marche parrainée à deux niveaux : un travail de sensibilisation auprès de leurs camarades du lycée et parents d'élèves et un travail de collecte de fonds. Le projet a été lancé le 19 octobre en présence d'Aide et Action.

AEA : Quelle est la prochaine étape ?

MLE : Les élèves vont préparer une campagne de sensibilisation à partir de documents (photos, interviews) rapportés de mon voyage au Cambodge en novembre et durant lequel j'ai visité des projets d'Aide et Action. Les élèves vont chercher à sensibiliser le maximum de gens, s'occuper de la logistique et rechercher des sponsors pour financer l'achat d'eau et de T-shirts.

AEA : Quelle a été la réaction de vos élèves lorsque vous leur avez soumis ce projet ?

MLE : Ils ont immédiatement répondu présents : soit en acceptant de marcher, soit en promettant de sensibiliser leur entourage à la cause. Certains m'ont proposé de collecter des dons auprès des entreprises, d'autres de contacter les médias pour promouvoir le projet. Ils seront responsables de la marche et de la collecte. C'est un réel engagement de leur part car tout cela se fait en dehors du temps scolaire.

AEA : Pourquoi avoir initié ce projet ?

MLE : La marche parrainée est devenue un rituel pour le lycée Gustave-Eiffel puisque la première a eu lieu en 1991. Il me semblait intéressant de lui donner une plus grande envergure cette année : mes élèves vont mettre toutes leurs compétences au service de cette cause. Le but est qu'ils s'imprègnent de ce projet et qu'ils se rendent compte des moyens qu'ils sont capables de mobiliser. Leur challenge est de doubler le montant récolté l'année dernière, soit 10 000 euros. Ou plus, qui sait ? ■

Agenda des actions locales

Visitez la rubrique mise à jour « Agenda des actions bénévoles » sur www.aide-et-action.org pour connaître toutes les actions du réseau ainsi que ses coordonnées.

Angers (49)

Une expo/vente au profit d'Aide et Action se tiendra entre les 5 et 15 mars 2010 aux salons Cumonsky à Angers.

Contact : claudine.pays@sfr.fr,
02 41 43 72 21.

François-Mitterrand à Ifs. L'équipe bénévole organise une randonnée solidaire le dimanche 21 mars 2010 à Baron-sur-Odon.

Contact : Chantal Motel,
chgmotel@club-internet.fr,
02 31 80 30 06.

La Manche (50)

L'équipe bénévole sera présente au marché de Noël les 19 et 20 décembre à la salle des fêtes de Montebourg.

Contact :
michelle.lelaizant@wanadoo.fr

Isère (38)

Une formation des bénévoles aux actions jeunesse aura lieu le 9 janvier 2010 à la Maison des Associations de Grenoble. Aide et Action Isère tiendra son Assemblée Générale le 5 février à la Maison des Associations de Grenoble.

Contact :
madeleinereynaud@wanadoo.fr.

Calvados (14)

Une journée des parrains aura lieu le 31 janvier 2010 à la salle

Mobilisation contre l'échec scolaire

Le public était nombreux le 23 septembre dernier à assister aux initiatives organisées à Paris et en région pour la Journée du Refus de l'échec scolaire. Retour sur une grande journée de mobilisation.

Le rendez-vous est déjà pris pour septembre 2010 : une troisième édition de la Journée du Refus de l'échec scolaire (JRES) aura lieu le 23 septembre prochain. Le choix du passage en 6^e, un cap difficile pour de nombreux enfants, comme thème de la JRES 2009, a eu un écho très positif auprès des médias et des bénévoles pour la plus grande satisfaction des 20 associations partenaires du projet, dont Aide et Action. Tandis que les professionnels de l'éducation se rassemblaient le 23 septembre dernier à la Bellevilloise pour un débat de fond, sous l'œil du sociologue François Dubet, des ateliers parents-élèves naissaient dans des villes comme Marseille et Toulouse. L'occasion de donner la parole

à ceux qui rencontrent vraiment des difficultés au sein de l'école.

Discuter de l'échec

Car à l'origine de cette journée de sensibilisation, un constat alarmant : le système scolaire français provoque malgré lui des échecs scolaires (150 000 élèves quittent l'école sans qualification), mais ne sait pas y remédier. Pas question pour l'Afev, qui a initié cette mobilisation, de trouver des solutions en une journée. Le but est de remettre le problème au cœur des débats, de nourrir la réflexion pour que ces élèves en grande difficulté scolaire ne restent plus sur le bord de la route. ■



Après deux expériences réussies, la JRES signe pour une troisième édition en 2010. L'occasion de donner davantage la parole aux initiatives menées dans les régions.

La solidarité, c'est tout un art !

Artistes, ils n'en sont pas moins des citoyens engagés. Peintres ou créateurs, ils choisissent de reverser les ventes de leurs œuvres à Aide et Action. Retour sur un engagement solidaire.



L'art se met au service de la solidarité. Annie Authier met chaque année en vente certaines de ses créations au profit d'Aide et Action.

Du don d'argent à l'exploit sportif, les formes de mobilisation pour les grandes causes ne manquent pas. Annie Authier et Pierre Joubert ont eux choisi de mettre leur art au service d'Aide et Action.

Ni gloire ni fortune

Pierre Joubert, ancien instituteur originaire de Saint-Marc-sur-Mer, ne recherche ni la gloire ni la fortune. Ses œuvres sont toujours exposées dans un cadre associatif, mais il les cède volontiers aux amateurs contre un chèque à l'ordre d'Aide et Action. « J'aime l'idée que l'éducation change le

monde et des amis m'ont rapporté les activités d'Aide et Action sur le terrain, ça m'a convaincu », explique M. Joubert qui travaille actuellement à la création d'un album inspiré de sa dernière exposition composée d'aquarelles sur les oiseaux. Même état d'esprit chez Annie Authier, normalienne, diplômée d'un DEA en esthétique-science de l'art, qui vend ses créations au profit d'Aide et Action sur des brocantes organisées dans le sud-est de la France. Nourrie d'œuvres de Saint-John Perse et de textes ésotériques, Annie Authier met actuellement la dernière touche à une série d'autels et envisage une exposition de certaines de ses créations. Son engagement ne s'arrête pas à son art puisque la dame, qui s'est rendue plusieurs fois en Inde, envisage désormais de parrainer un enfant. ■

Mobilisez-vous !

Aide et Action fait la course pour l'éducation

Une cinquantaine de coureurs aux couleurs d'Aide et Action participeront au 18^e semi-marathon de Paris le 7 mars 2010. Objectif : parcourir 21,1 km pour la cause de l'éducation.

« Je cours pour une éducation sans échec, solidaire et respectueuse des femmes et des hommes, de leur histoire et de leurs savoirs. Je cours surtout pour une éducation avide de justice qui n'accepte pas les fatalismes d'aucune sorte, parce que nous tous sommes capables d'apprendre, d'apprendre ensemble et de changer le monde », explique Pamela, qui sera sur la ligne de départ du prochain semi-marathon de Paris. La jeune femme de 30 ans à peine n'a jamais couru une telle épreuve, mais pour la cause de l'éducation elle s'est décidée à relever le défi. Comme elle, ils seront une cinquantaine le 7 mars prochain à enfile le dossard Aide et Action pour parcourir en un temps record les 21 kilomètres de l'épreuve. Le départ sera donné de l'esplanade du château de Vincennes, à 10 heures précises, et les participants auront 2h50 pour terminer la course.

21,1 km d'efforts

A la veille de la journée du 8 mars, ces coureurs solidaires s'engageront pour soutenir les projets d'Aide et Action, notamment ceux en faveur de l'éducation des filles et des femmes. Une page de collecte de fonds en ligne sera prochainement créée pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de soutenir les participants. Objectif : collecter 10 000 euros. Le projet est ambitieux. Sueur et efforts seront sans aucun doute nécessaires, mais le tout se fera dans la joie et la bonne humeur, notamment lors des entraînements collectifs organisés par l'association. Au programme, de l'endurance, de la musculation et des étirements, agrémentés de solides conseils de coureurs expérimentés pour éviter fatigue et courbatures. Les semi-marathoniens en herbe seront en plus largement encouragés dans un blog dédié mis en place par Aide et Action, ainsi que par des dizaines de supporters qui viendront manifester leur soutien le jour J tout au long du parcours. ■



27 000 coureurs sont attendus au départ du semi-marathon 2009. 50 d'entre eux porteront le dossard aux couleurs d'Aide et Action.

Courir pour l'éducation

Tri Duc Tran, notre sportif solidaire qui a déjà soulevé des fonds pour l'association, a accepté de donner quelques conseils à nos futurs coureurs du semi-marathon de Paris 2010. Expérimenté grâce à son palmarès qui compte déjà des semi-marathon et marathon, il pourra témoigner de ces moments de doute ou de baisse de régime. Comme au 90^e km des derniers 100 km de Millau où il indiquait : « Je n'arrive plus à marcher droit, je titube, je m'adosse à un poteau et j'ai soudain extrêmement faim. » Ses conseils concerneront aussi bien les entraînements spécifiques (endurance, échauffements...) que l'alimentation. Et quand on sait que Tri Duc s'entraîne d'ores et déjà pour l'Ironman⁽¹⁾ de Nice, les coureurs peuvent lui faire confiance.



La libération après 14h25 de course.

(1) La forme la plus longue d'un triathlon : 3,8 km de natation, 180 km de vélo et 42,195 km de course à pied.

Pour une question générale ou qui est en lien avec le magazine, vous pouvez écrire à la rédaction. Si elle concerne plus particulièrement les pays avec lesquels vous êtes en relation, n'hésitez pas à leur écrire directement.



Visite de projet : diaporama commenté d'une marraine

Sarah, marraine bénévole de l'antenne de Chaville, est partie rendre visite à sa filleule en Tanzanie. Voici son témoignage.

Lorsque je suis arrivée à l'école de Gambajiga, le directeur est allé chercher une jeune fille qui s'est alors présentée devant moi, toute timide. Le coordinateur d'Aide et Action m'a demandé s'il s'agissait bien de ma filleule. J'ai eu bien du mal à répondre car ma filleule Monica avait beaucoup changé depuis la dernière photo que j'avais reçue d'elle.



Après mon passage à l'école, je suis allée rendre visite à la famille de ma filleule qui habitait à quelques pas à peine de l'école. J'ai rencontré sa grand-mère, sa petite sœur et son petit frère. En guise de remerciement pour le nouveau costume que j'ai offert à ma filleule (les écolières tanzaniennes portent toutes une jupe verte et une chemise blanche), j'ai été gratifiée d'une poule !



En prévision de ma visite, tous les élèves de l'école avaient appris des chants de bienvenue. Pour eux, il s'agissait d'un véritable jour de fête ! Les plus grands avaient également préparé des danses traditionnelles. J'ai été très émue de voir tous les enfants réunis en mon honneur. De leur côté, ils étaient étonnés et amusés de voir une femme s'exprimant dans une langue inconnue pour eux (le français).

A l'école, j'ai pu admirer les nouveaux bâtiments construits grâce au financement d'Aide et Action. Les locaux sont en dur et n'ont rien à voir avec les anciens, en terre cuite, qui subissent régulièrement les intempéries. Les enfants sont très fiers de leur école et se pressent sur les bancs des salles de classe (comme on peut le voir sur la photo).



ABONNEMENT A VOTRE MAGAZINE EN 2010

Pour votre abonnement 2010, vous avez deux possibilités :

- Vous êtes prélevés ; votre premier prélèvement 2010 sera majoré de 4 euros ;
- Vous réglez votre parrainage ou faites des dons par chèque ; pensez à majorer votre prochain chèque de 4 euros.

Merci d'agir à nos côtés.

REÇU FISCAL :

Comme chaque année, nous vous enverrons en avril 2010 votre reçu fiscal au titre des sommes versées à l'association en 2009 (exception faite de l'abonnement au magazine, non déductible). Pensez à nous indiquer votre éventuel changement d'adresse.

Vous l'avez parrainée enfant, maintenant c'est elle qui donne des leçons.

Grâce à ses 65000 parrains, Aide et Action contribue à la scolarisation de plus de 5 millions d'enfants qui, comme Benita, deviendront des adultes maîtres de leur destin. **Mais 80 millions d'enfants ne vont toujours pas à l'école.** Rejoignez-nous pour que le droit à l'éducation devienne une réalité pour tous.

Parce que l'éducation change le monde, devenez parrain.

Benita, 26 ans,
Professeur en Inde

www.aide-et-action.org

roseshooking Crédit photo: Anne-Emmanuelle Thion

Moi aussi, je passe à l'action !

Je parraine un enfant un projet
 je laisse le choix à Aide et Action

- Je choisis de verser € par mois (minimum 20 €)
- Je joins un chèque correspondant à mon premier mois de parrainage
- J'ai bien noté que je pourrai arrêter ce versement à tout moment

**DÉDUCTION D'IMPÔTS !
SAVEZ-VOUS QUE...**

**Un parrainage de 25€ par mois
ne vous reviendra qu'à 8,5€ par mois !**

Selon la loi, le montant du parrainage est déductible d'impôts à hauteur de 66% du montant total annuel, dans la limite de 20% de vos revenus imposables.

Mlle Nom
Mme Prénom
M.
Adresse
Code postal Ville.....
Tél.
E-mail

AGRÉÉE PAR



COUPON À RENOYER À :  Aide et Action - 53 BD DE CHARONNE 75545 PARIS CEDEX 11